



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Quatrième trimestre 2022

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Le produit intérieur brut (PIB) connaît une stagnation (- 0,1%) au quatrième trimestre de l'année 2022. Cette situation est la résultante d'une baisse enregistrée dans le secteur tertiaire (-3,9%) et des hausses respectives de 1,1% et 4,1% dans les secteurs primaire et secondaire.

Le quatrième trimestre 2022 est également marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation en variation trimestrielle (-4,4%) et une hausse en variation annuelle (+9,6%).

Au cours de ce même trimestre, de l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la production et les recettes sont connus une baisse dans un climat des affaires défavorable. Cette chute de l'activité dans les industries s'accompagne de tensions de trésorerie. Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises industrielles restent pessimistes et taquent pour une baisse des recettes, une poursuite des tensions de trésorerie et une détérioration du climat des affaires. Cependant, ils anticipent une hausse de la production et des effectifs employés.

Les échanges avec l'extérieur au quatrième trimestre 2022 sont marqués par une balance commerciale déficitaire mais en amélioration en variation trimestrielle. En un trimestre, les importations se sont accrues de 2,4% et les exportations de 42,6%.

1. Environnement international

Economie mondiale : L'économie mondiale s'est affaiblie et l'incertitude accrue en 2022.

La guerre en Ukraine a déclenché une crise humanitaire coûteuse qui exige une résolution pacifique. Par ailleurs, les dégâts économiques entraînés par le conflit contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale en 2022 et alimenteront l'inflation. Les prix des combustibles et des denrées alimentaires augmentent rapidement, or ce sont les couches vulnérables de la population des pays à faible revenu qui souffrent le plus de cette situation. La croissance mondiale devrait passer, selon les estimations, de 6,1 % en 2021 à 3,6 % en 2022 et 2023, soit 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins en 2022 et en 2023, respectivement, que ce qui était envisagé en janvier 2022. Après 2023, la croissance mondiale devrait baisser et s'établir à environ 3,3 % à moyen terme.

La guerre a entraîné des hausses de cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse sur les prix : d'après les prévisions, l'inflation qui en résulte devrait atteindre 5,7 % dans les pays avancés et 8,7 % dans les pays émergents et les pays en développement, soit 1,8 et 2,8 points de pourcentage de plus, respectivement, que ce qu'envisageaient les prévisions du mois de janvier 2022. Il est essentiel de prendre des initiatives multilatérales pour répondre à la crise humanitaire, empêcher que l'économie mondiale ne se fragmente davantage, préserver la liquidité mondiale, faire face aux situations de surendettement, lutter contre les changements climatiques et mettre fin à la crise.

La décroissance dans la zone euro et les économies avancées est notable en 2022

Le principal vecteur par lequel la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie pèsent sur l'économie des pays de la zone euro est celui concernant la hausse des cours mondiaux de l'énergie et la sécurité énergétique. Étant donné que ces pays sont

des importateurs nets d'énergie, la hausse des prix mondiaux constitue un choc sur les termes de l'échange pour la plupart d'entre eux, ce qui se traduit par une baisse de la production et une accélération de l'inflation. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont également nui à certaines industries, notamment le secteur automobile, car la guerre et les sanctions ont encore entravé la production d'intrants essentiels. La croissance du PIB de la zone euro en 2022 est ainsi révisée à la baisse à 2,8 % (1,1 point de pourcentage de moins qu'en janvier 2022). Les plus fortes diminutions concernent des pays comme l'Allemagne (+2,1%, 1,7 point de pourcentage de moins qu'en janvier 2022) et l'Italie (+2,3%, 1,5 point de pourcentage de moins qu'en janvier 2022), qui possèdent des secteurs manufacturiers relativement grands et dépendent davantage des importations d'énergie en provenance de Russie. Dans l'ensemble de la zone euro, le coup porté à l'activité est partiellement compensé par un renforcement du soutien budgétaire. Au Royaume-Uni, la croissance du PIB pour 2022 est révisée à la baisse de 1 point de pourcentage (+3,7%) : la consommation devrait être plus faible que prévu, car l'inflation érode le revenu réel disponible, tandis que le resserrement des conditions de financement devrait refroidir l'investissement.

La croissance a également connu un ralentissement dans toutes les autres grandes économies : en Chine (+4,4% après une hausse de 8,1% en 2021), aux Etats-Unis (+3,3% après +5,2%). L'économie japonaise connaît cependant une hausse (+2,4% après +1,6% en 2021). Les prévisions sont par contre moins reluisantes pour l'économie russe (-8,5% en 2022, soit 11,3 points de pourcentage de moins qu'en janvier, contre +4,7% en 2021)

L'activité économique reprend faiblement en Afrique en 2022

Globalement, la croissance en **Afrique subsaharienne** devrait s'établir à 3,8 % en 2022. La croissance économique est ressortie à +3,4% au Nigéria contre +3,6% en 2021 et à +1,9% en Afrique du Sud contre +4,9% en 2021.

Les tensions inflationnistes reprennent dans les pays émergents en en développement.

En Afrique subsaharienne, Les prix des denrées alimentaires constituent également le vecteur de transmission le plus important, bien que de manière légèrement différente. Le blé occupe une place moindre dans le régime alimentaire, mais les denrées alimentaires en général représentent une part plus élevée de la consommation. La hausse des prix de ces denrées nuira au pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier des ménages à faible revenu, et pèsera sur la demande intérieure. Les troubles sociaux et politiques, notamment en Afrique de l'Ouest, assombrissent également les perspectives. La hausse des cours du pétrole a toutefois amélioré les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région, comme le Nigéria.

La croissance connaît un ralentissement dans la zone UEMOA en 2022

Dans l'UEMOA, en 2022, les pays de la zone ont été durement éprouvés par la baisse de la croissance économique au niveau mondial. L'Union a subi un ralentissement de l'activité économique et la croissance devrait s'établir à 5,1% en 2022 contre 6,1% en 2021.

Cette contreperformance est la résultante d'un ralentissement dans les secteurs secondaire (de 10,9% en 2021 à 4,9% en 2022) et tertiaire (de 5,7% en 2021 à 5,2% en 2022). Le secteur primaire enregistre cependant une forte croissance en 2022 (5,3% en 2022 contre -1,0% en 2021).

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Au quatrième trimestre 2022, le dollar US, le franc suisse, le rand et le cedi se sont dépréciés par rapport au franc CFA en glissement trimestriel respectivement de 6,5%, 2,4%, 4,8% et 11,6%. En rythme annuel, le rand et le cedi se sont dépréciés respectivement de 4,8% et 38,8%. Le franc suisse et le dollar US se sont appréciés respectivement de 5,4% et 6,7%.

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average¹) est en baisse à fin décembre 2022 ; il est ressorti à 78,1\$ US le baril contre 88,2\$ US à fin septembre 2022 ; soit une régression de 11,5% en un trimestre. Comparé à son niveau de décembre 2021, le cours mondial du baril de pétrole est en progression de 7,1%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 80,9\$ US le baril en décembre 2022 contre 90,2\$ US à fin septembre 2022 ; soit une régression de 10,3%. Comparé à son niveau de décembre 2021, il enregistre une progression de 8,9%.

- *Le cours mondial de l'or*

En décembre 2022, le cours de l'or enregistre une hausse de 6,9% par rapport à septembre 2022. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne, à 1797,6 dollars l'once en décembre 2022 contre 1680,8 dollars en septembre 2022. En glissement annuel, le cours de l'or a enregistré une faible hausse 0,4%.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 39 270FCFA le gramme en décembre 2022, en baisse de 0,05% par rapport à septembre 2022 (39 287,8 FCFA) et en hausse de 7,2% en glissement annuel (36 642 FCFA en décembre 2021).

- *Le cours mondial du coton*

¹ Moyenne des cours quotidiens de trois qualités différentes : West Texas Intermediate 40° API, Brent de mer du Nord 38° API et Dubaï Fateh 32° API

Le cours du coton sur les marchés mondiaux connaît une baisse trimestrielle de 14,2% en passant de 2592,6 dollars la tonne en septembre 2022 à 2223,8 dollars en décembre 2022. En glissement annuel, il a baissé de 16,0%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 1376,8 FCFA le kilogramme en décembre 2022, contre 1717,5 FCFA en septembre 2022, soit une baisse de 3,7%. La baisse annuelle est de 10,3%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Au quatrième trimestre 2022, l'économie nationale connaît un recul (-0,1%) après une baisse (-1,6%) au troisième trimestre.

Le produit intérieur brut stagne (-0,1%) au quatrième trimestre 2022. Cette situation provient de la baisse des activités non marchandes des administrations publiques. La baisse a été contenue grâce à des croissances dans les secteurs primaire (+1,1%) et secondaire (+4,1%). La bonne performance du secondaire s'explique par des hausses dans toutes les branches du secteur excepté la construction qui recule de 1,7%. Ainsi, des croissances respectives de 6,2%, 2,5% et 5,3% ont été enregistrées dans les activités extractives, les activités manufacturières et dans la production et distribution d'électricité et d'eau.

Les activités extractives haussent fortement au quatrième trimestre. En effet, après la forte baisse de 14,4% au troisième trimestre, les activités extractives augmentent de 6,2% au quatrième trimestre. Cette hausse est imputable à l'augmentation de la production d'or qui passe de 13,2 tonnes à 14,0 tonnes. Notons que cette quantité d'or produite reste en dessous des niveaux de production enregistrés aux deux premiers trimestres de l'année. Au quatrième trimestre de l'année, l'activité de construction baisse de 1,7% après une baisse de 4,6% déjà enregistrée au troisième trimestre. Ces baisses s'expliquent essentiellement par la réduction des dépenses en construction par les administrations publiques.

2.i. EMPLOI

« Baisse de la demande d'emploi au troisième trimestre »

Au troisième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi enregistré à l'ANPE est en baisse (- 47,1%) comparativement au trimestre précédent. Selon le sexe, il ressort que la demande d'emploi a baissé de 55,1% pour les hommes et de 33,2% pour les femmes. En se référant au niveau d'instruction, on note qu'entre le deuxième et troisième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi a diminué chez tous les niveaux instructions sauf chez les instruits de niveau « BEP » (+2,8%). En effet, le nombre de demandes est à la baisse pour les « Sans diplômes » (-16,3%), les instruits de niveau «CAP » (-67,8%), « CEP » (-9,6%), « BEPC » (-39,3%), « BAC » (-48,0%), « DUT/BTS » (-52,1%) et « Licence et plus » (-63,9%).

En ce qui concerne l'âge, la baisse du niveau global du nombre de demandes d'emploi est observée sur toutes les tranches d'âge sauf pour les personnes âgées de « moins de 20 ans » (+192,6%, 20 demandes au 2^e trimestre contre 59 demandes au 3^e trimestre) et une quasi stabilité du nombre de demandeurs d'emploi dont l'âge est compris entre 45 et 49 ans.

Selon l'ANPE, le nombre d'emplois créés en septembre 2022 est de 109 contre 117 en juin 2022 et 175 en septembre 2021. Par ailleurs, en septembre 2022, 328 entreprises ont été créées contre 451 en juin 2022, soit une hausse trimestrielle de 228,0%. Par rapport à septembre 2021, le nombre d'entreprises créées est en baisse de 59,7%, soit 486 entreprises en moins.

2.ii. Industries et mines

« La production industrielle et minière connaît une hausse au quatrième trimestre 2022 »

Au quatrième trimestre 2022, la production industrielle et minière a enregistré une hausse 22,5% par rapport au trimestre précédent, imputable principalement aux « industries extractives » (+38,4%), aux « industries manufacturières » (+9,8%) et aux « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et de l'eau » (+7,2%). Cette hausse des activités manufacturières est imputable notamment aux « activités de fabrication de boisson » (+43,2%), de la « fabrication de produits chimiques » (+44,2%), de l' « imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+62,7%) et de la « fabrication de produits à base de tabac » (+101,1%).

En glissement annuel, la production industrielle et minière est en hausse de 4,3% au quatrième trimestre 2022. Cette croissance s'explique essentiellement par une hausse des activités des « industries extractives » (+16,0%) et manufacturières (+2,5%).

Chute de l'activité dans le secteur des industries au quatrième trimestre 2022

De l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la production et les recettes auraient connu, en glissement trimestriel, une baisse au quatrième trimestre 2022, dans un climat des affaires défavorable. Cette baisse de l'activité dans les industries se serait accompagnée de tensions de trésorerie.

Pour le premier trimestre 2023, les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à une hausse de la production et des effectifs employés. Ils anticipent une détérioration du climat des affaires. Ils s'attendent à une baisse des recettes et une persistance des tensions de trésorerie.

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en hausse au quatrième trimestre 2022

A fin décembre 2022, le nombre d'abonnés actifs de l'ONEA et les bornes fontaines s'élève à 551 170 soit une hausse de 0,3% par rapport au troisième trimestre 2022. La consommation totale d'eau potable est en hausse trimestrielle de 18,2% due essentiellement aux « ménages » (+11,8%), aux «Grandes maisons et industries» (+19,9%), l' « Administration » (+17,9%) et les « Bornes fontaines » (+44,7%).

Hausse du trafic aérien de passagers et recul du transport aérien de marchandises en décembre 2022

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en décembre 2022 affiche une croissance de 3,7% par rapport à septembre 2022. Cette croissance du nombre de passagers est surtout due aux arrivées (+16,7%).

En glissement annuel, le nombre total de passagers est passé de 47 372 en décembre 2021 à 56 382 en décembre 2022 et le nombre de passagers en transit de 8 726 à 11 307.

Le volume total de marchandises dans la navigation aérienne entre septembre et décembre 2022 est en baisse de 30,4%.

En glissement annuel, ce volume connaît également un recul (-36,4%), en passant de 713 tonnes en décembre 2021 à 454 tonnes en décembre 2022.

2.iv. Commerce extérieur

Balance commerciale déficitaire au quatrième trimestre 2022

Les exportations en valeur ont connu une hausse de 42,6% (217,8 milliards de FCFA) au quatrième trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les exportations sont passées de 725,7 milliards à 729,1 milliards de FCFA, soit une légère hausse de 0,5%.

Les importations en valeur sont estimées à 934,2 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2022 contre 912,4 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une

hausse de 2,4%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 19,3% (+151,4 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 78,1% avec une hausse de 22,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une régression de 14,6 points de pourcentage. Le déficit commercial s'établit à 205,1 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2022 contre un déficit commercial de 401,1 milliards de FCFA au trimestre précédent et un déficit de 57,1 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021.

2.v. Prix

Arrêt des pressions inflationnistes au quatrième trimestre 2022

En décembre 2022, les prix à la consommation ont connu une baisse en glissement trimestriel de 4,4%. La baisse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-7,0%) et des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-5,0%), sont les principales sources du fléchissement du niveau général des prix à la consommation au quatrième trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, les prix ont connu une hausse de 9,6% imputable principalement aux prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+14,7%), des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+6,5%), des services de « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+4,2%), de l'« enseignement » (+1,7%) et du « Transport » (+7,2%).

2.vi. Finances publiques

Détérioration du déficit budgétaire en 2022

A fin décembre 2022, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 109,1%. En effet, les recettes totales et dons mobilisés sont ressortis à 2 551,9 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 340,1 milliards de FCFA.

Pour les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 3 617,0 milliards de FCFA à fin décembre 2022 pour une prévision annuelle de 2909,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 124,3%.

Comparativement à décembre 2021, les ressources mobilisées ont progressé de 328,1 milliards de FCFA (+14,8%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des recettes totales de 341,6 milliards de FCFA (+17,8%) et une baisse des dons extérieurs de 13,6 milliards de FCFA (-4,9%).

Les dépenses et prêts nets sont en hausse de 792,6 milliards de FCFA (+28,1%) comparés à fin décembre 2021. Cette hausse est liée à l'accroissement des dépenses courantes de 459,6 milliards de FCFA (+24,3%) et des dépenses en capital de 352,8 milliards de FCFA (+38,3%).

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2022, affiche un déficit (base engagement) de 1 065,1 milliards de FCFA contre un déficit de 600,6 milliards à fin décembre 2021, soit une détérioration de 464,5 milliards de FCFA.

2.vii. Situation monétaire

Reflux des actifs extérieurs nets et afflux des créances intérieures

A fin décembre 2022, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une baisse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 287,3 milliards de FCFA (-12,7%). Ce reflux est essentiellement imputable aux actifs extérieurs nets de la Banque Centrale qui ont régressé de 470,6 milliards de FCFA. Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 732,9 milliards de FCFA (- 27,1%).

Les créances intérieures ont connu une hausse trimestrielle de 381,3 milliards de FCFA (+9,5%). Cet afflux est la résultante d'une augmentation des créances sur les autres secteurs qui se sont accrues de 365,2 milliards de FCFA (+9,4%) et d'une hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale qui ont progressé de 16,1 milliards de FCFA (+12,7%).

Par rapport à fin décembre 2021, les créances intérieures se sont accrues de 908,7 milliards de FCFA (+26,1%).

La masse monétaire à fin décembre 2022 est ressortie à 5 716,9 milliards de FCFA, en hausse de 177,8 milliards de FCFA (-3,2%) comparée à fin septembre 2022. En rythme annuel, la masse monétaire a progressé de 63,5 milliards de FCFA (+1,1%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Boureima OUEDRAOGO**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **B. François RAMDE**

Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Barbi KABORE**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de
l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 4985 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO, Site Web: www.insd.bf,

Email: insdbf@yahoo.fr